

Publication: L'Express; Date: Oct 25, 2012; Section: Front Page; Page: 3

ÉCOLE OBLIGATOIRE L'éducation sexuelle en classe est-elle scandaleuse?
 Une initiative populaire fédérale s'y attaque. Des élèves neuchâtelois s'expriment.

Menace sur l'éducation sexuelle

RAPPEL DES FAITS

Une initiative populaire fédérale vise à limiter l'éducation sexuelle à un simple enseignement de biologie reproductive. Elle part du principe que cette éducation est l'affaire des parents et autoriserait, tout au plus, des cours facultatifs dispensés par le maître de classe ou destinés à la prévention des abus sexuels. Le mouvement est né à Bâle après la distribution en classe de peluches en forme d'organes sexuels. Si l'initiative aboutit, les cours d'éducation sexuelle dans le canton de Neuchâtel seront menacés.

VIRGINIE GIROUD

«Une personne qui a le sida, il lui arrive quoi?» Mardi, une élève du collège secondaire de La Fontenelle, à Cernier, pose cette question en plein cours. Avec ses copines de classe, âgées d'une quinzaine d'années, elle participe à la leçon d'éducation sexuelle de Manuela Guyot, animatrice spécialisée dans le domaine.

Les jeunes filles, en confiance, font part de leurs inquiétudes. «Nos corps changent, c'est difficile à vivre. On vit nos premiers émois amoureux, on a peur de se faire briser le cœur», confie l'une d'elles. Les écolières tirent au sort des cartes et discutent ensemble des thématiques qui y figurent: contraception, maladies sexuellement transmissibles, pornographie, masturbation, orgasme.

«Quelles peuvent être les craintes lors de la première relation sexuelle?», demande Manuela Guyot. «J'aurais peur d'avoir mal.» «Et moi de tomber enceinte, que le préservatif casse», répondent deux élèves.

«J'ai beaucoup appris»

A la fin de la leçon, les adolescentes ne le cachent pas: «Je n'aurais jamais pu parler de tout



Dans une classe de La Fontenelle, Manuela Guyot aborde sans tabou la masturbation ou les maladies sexuellement transmissibles. GUILLAUME PERRET

cela avec mes parents, c'est trop gênant!», confie une élève. Ses camarades abondent dans son sens. «J'ai appris beaucoup de choses, sur le sida, la contraception, l'homosexualité. Ces cours sont importants, par exemple pour éviter un mal-être, ou que des élèves deviennent homophobes.»

C'est ensuite au tour des garçons de la classe de suivre cette leçon. «J'ai beaucoup appris sur le développement des filles, je comprends mieux certaines choses», témoigne un jeune homme. Parmi les sept écoliers présents, six d'entre eux confient également être incapables de parler de sexualité avec leurs parents: «Ce ne sont pas mes parents qui sont fermés, c'est juste que c'est trop gênant!» Un écolier, le seul, explique pouvoir aborder ouvertement la sexualité avec sa mère,

infirmière: «Mais tous les adolescents n'ont pas cette chance.»

Les élèves ne comprennent pas que l'on puisse remettre en question l'éducation sexuelle en Suisse: «C'est stupide, ça doit être des vieux conservateurs qui s'en prennent à ces cours!», s'exclame une élève.

Non à l'«hypersexualité»

A l'origine de cette initiative populaire fédérale, on trouve notamment le conseiller national UDC Oskar Freysinger (VS), l'ancien conseiller national UDC Dominique Baettig (JU), ou encore l'ancienne conseillère nationale libérale Suzette Sandoz (VD). Aucun Neuchâtelois ne figure dans le comité.

«Nous ne voulons pas d'éducation sexuelle trop précoce. Et si des cours sont dispensés, l'enseigne-

Je n'aurais jamais pu parler de tout cela avec mes parents, c'est trop gênant!»

UNE ÉLÈVE DE 15 ANS

ment doit être axé sur la biologie et l'anatomie», déclare Dominique Baettig, psychiatre. «Les enfants sont aujourd'hui exposés à toutes sortes de stimuli, ils en savent plus que ce qu'on pense! L'école ne doit pas inciter à l'hypersexualité.» Pour cet UDC, le fait d'aborder la

thématique de l'homosexualité en classe lui «fait souci»: «Est-ce qu'une minorité problématique doit dicter le ton général de l'enseignant? Ces questions doivent être traitées en famille.»

Quant à Suzette Sandoz, professeur de droit de la famille, elle assure que l'initiative ne s'en prend pas aux cours d'éducation sexuelle. «Au contraire, elle fait de l'éducation sexuelle un droit fondamental des enfants, en l'ancrant dans la constitution. Elle prévoit qu'un cours destiné à la prévention des abus sexuels pourra être dispensé dès l'école maternelle.»

Au sein de Santé sexuelle suisse, la fondation faitière des services d'éducation sexuelle dans les cantons, Gilberte Voide Crettenand s'insurge. Pour elle, «l'initiative ne garantit pas l'accès à l'information à tous les enfants de

manière égalitaire». En effet le mouvement revendique une éducation sexuelle facultative, alors qu'actuellement, ces cours sont intégrés dans les programmes romands. «Il y aurait une inégalité de traitement en fonction de l'endroit où est scolarisé l'enfant.»

Elle ajoute qu'en Suisse romande, «l'éducation sexuelle est dispensée depuis plus de quarante ans dans tous les cantons par des spécialistes externes à l'école, alors qu'en Suisse alémanique, l'éducation sexuelle est, dans plusieurs cantons, du ressort des enseignants. Si l'initiative aboutissait, l'approche romande ne serait plus possible car l'éducation sexuelle devrait être dispensée par le maître de classe.»

Oser poser des questions

Le travail de Manuela Guyot et des autres conseillers serait alors menacé. «Et ces cours de biologie n'auraient plus rien à voir avec de l'éducation sexuelle!», réagit Manuela Guyot. «L'éducation sexuelle doit permettre aux élèves de réfléchir à cette thématique, d'oser poser des questions sur ce qui se passe dans leur corps. Est-ce normal d'avoir le piquet? Ils voient et entendent des choses inexacts, visionnent des films pornos à quinze ans déjà pour certains. Nous devons recadrer cela, toutes les familles ne le font pas forcément. Cet accompagnement doit permettre aux jeunes d'adopter des comportements sexuels responsables.»

Manuela Guyot ne voit aucun tabou dans la sexualité: «C'est quelque chose de beau!» Basée à temps complet au collège de la Fontenelle, elle explique que «si un élève a un problème», il peut venir la voir «en tout temps». L'animatrice a d'ailleurs déjà épaulé des écoliers «venus parler de leur orientation sexuelle, ou des filles venues se renseigner sur la pilule du lendemain». Des élèves qui, en situation de détresse, se sentaient dans l'impossibilité de se confier à leurs parents. ☉